

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202154]

20 MARS 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon établissant le modèle de contrat de formation alternée tel que prévu par le décret du 20 février 2014 relatif à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi et modifiant le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 20 février 2014 relatif à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi et modifiant le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant, articles 9 et 10;

Sur proposition du Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

Arrête :

Article 1^{er}. Le contrat de formation alternée, tel que visé aux articles 9 et 10 de décret du 20 février 2014 relatif à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi et modifiant le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant, est établi sur la base du modèle figurant en annexe du présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du décret du 20 février 2014 relatif à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi et modifiant le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant.

Art. 3. Le Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 mars 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

ANNEXE

N° de contrat : _____

CONTRAT DE FORMATION ALTERNEE

Entre : _____

ayant son siège social à : _____

et une unité d'établissement en région de langue française,

n° BCE : _____

n° d'agrément pour la formation alternée : _____

valablement représenté par : _____

en qualité de : _____

n° registre national : _____

ci-après dénommé l'employeur,

et

_____ domicilié(e) à : _____

inscrit comme demandeur d'emploi

n° registre national : _____

ci-après dénommé le bénéficiaire,

et

_____ ayant son siège à : _____

n° BCE : _____

valablement représenté par : _____

en qualité de : _____

ci-après dénommé l'opérateur de formation,

et

l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi

valablement représenté par Madame Marie-Kristine VANBOCKESTAL, administratrice générale

ci-après dénommé le FOREm,

il est convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

Le présent contrat a pour objet de permettre au bénéficiaire de suivre une formation alternée pour le métier de _____. Il constitue un contrat sui generis.

Article 2

SOIT non consécutif à un contrat de stage de transition :

Le présent contrat de formation alternée est conclu pour la période de _____ mois, allant du _____ au _____. Il est assorti d'une période d'essai de quatorze jours.

SOIT consécutif à un contrat de stage de transition :

Le présent contrat de formation alternée est conclu pour la période de _____ mois, allant du _____ au _____. Il est consécutif au contrat de stage de transition conclu le _____. Les deux contrats sont articulés dans un plan de formation unique.

Article 3

Les prestations du bénéficiaire sont fixées à _____ heures par semaine, correspondant à un temps plein selon le régime en vigueur chez l'employeur.

Elles s'effectuent à concurrence de _____ % de la formation auprès de l'employeur et de _____ % de la formation auprès de l'opérateur de formation, conformément au référentiel de formation du métier.

Article 4

Le plan de formation, tel que visé à l'article 10, alinéa 3, du décret cité ci-après, incluant notamment les modalités d'évaluation des compétences acquises et approuvé par les parties contractantes, se trouve en annexe 1^{re} du présent contrat et en fait partie intégrante.

Le plan de formation mentionne les lieux d'activités auprès de l'employeur et en centre de formation, les dispenses éventuelles et les noms du tuteur désigné par l'employeur et de l'accompagnateur-formateur désigné par l'opérateur de formation.

Article 5

Le bénéficiaire, l'employeur et l'opérateur de formation s'engagent à respecter leurs obligations, prévues aux articles 11, 12 et 15 du même décret et annexées au présent contrat (annexe 2).

L'employeur s'engage notamment à une intervention financière mensuelle de _____ euros, tant pour les activités en centre qu'auprès de l'employeur.

L'employeur reconnaît ne pas avoir réduit le volume de son personnel dans l'année précédant le contrat de formation alternée, dans le but d'engager un bénéficiaire en formation alternée.

Les parties contractantes traitent uniquement les données nécessaires à l'exécution du présent contrat dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée et du même décret

Article 6

Le présent contrat peut être suspendu ou prendre fin dans les conditions prévues aux articles 18 et 19 du même décret ou lorsque le bénéficiaire ne remplit plus les conditions mentionnées à l'article 20, alinéa 1^{er}, du même décret. Ces dispositions sont reprises dans l'annexe 2 du présent contrat.

Article 7

Le présent contrat est régi par le décret du 20 février 2014 relatif à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi et modifiant le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant, dont les parties déclarent avoir pris connaissance.

Ainsi établi à _____ le _____ en quatre exemplaires signés par les parties qui reconnaissent avoir reçu leur exemplaire ainsi que les annexes.

Pour l'employeur,

Le bénéficiaire,

Pour l'opérateur de formation,

Pour le FOREm,

ANNEXE 1^{re}

N° de contrat : _____

PLAN DE FORMATION ALTERNÉE
pour le métier de _____

Identification

Bénéficiaire (nom et prénom) : _____

Employeur (raison sociale) : _____

Tuteur (nom et prénom) : _____

Opérateur de formation : _____

Accompagnateur-formateur (nom et prénom) : _____

Lieux d'activité Auprès de l'employeur : _____

Auprès de l'opérateur de formation : _____

Parcours de formation La planification de la formation alternée auprès de l'opérateur de formation et auprès de l'employeur est établie par l'accompagnateur-formateur dans le respect du pourcentage général défini à l'article 3 du contrat de formation alternée et sur base du référentiel de formation. Elle est communiquée au bénéficiaire et à l'employeur.

Compétences à acquérir

Elles sont définies sur base du référentiel de formation de l'opérateur de formation, communiqué à l'employeur.

	Auprès de l'employeur (*)	Auprès de l'opérateur (*)
Compétence A		
Compétence B		
Compétence C		
Compétence D		
Compétence E		
Compétence ...		

(*) cocher si l'apprentissage de la compétence aura lieu auprès de l'employeur, de l'opérateur ou des deux

Dispenses éventuelles sur base de compétences déjà acquises Il s'agit d'une expérience utile préalable, d'un parcours scolaire ou formatif préalable.

Ces dispenses sont définies par rapport au référentiel de formation de l'opérateur de formation.

	Justification
Compétence ...	
Compétence ...	
Compétence ...	

Modalités d'évaluations certificatives des compétences acquises en formation alternée Les épreuves certificatives, basées sur des situations professionnelles reconstituées, sont fixées comme suit :

Intitulé

Etabli en trois exemplaires à _____ le _____

Le bénéficiaire

Pour l'employeur

Pour l'opérateur de formation

ANNEXE 2

**ENGAGEMENTS DES PARTIES, DISPOSITIONS RELATIVES A LA FIN DE CONTRAT,
PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE**

L'employeur s'engage à :

- . accueillir le bénéficiaire et veiller à son intégration dans le milieu professionnel;
- . désigner parmi son personnel un tuteur chargé du suivi, de la formation et de l'accompagnement du bénéficiaire pendant sa présence auprès de l'employeur;
- . confier uniquement au bénéficiaire des tâches en adéquation avec le contrat de formation alternée et en lien avec le plan de formation et le préparer à l'apprentissage d'un métier, notamment en mettant à sa disposition le suivi pédagogique et technique, l'outillage en tenant compte de son usure normale, les équipements de protection individuelle et les matières nécessaires à l'apprentissage du métier et à sa formation;
- . collaborer avec le FOREm et l'opérateur de formation, par l'intermédiaire de l'accompagnateur-formateur, pendant l'exécution du contrat de formation alternée;
- . faire une déclaration DIMONA à l'Office national de la Sécurité sociale, lorsque l'employeur est soumis à cette obligation;
- . assurer le bénéficiaire durant toute l'exécution du contrat contre les accidents de travail et les accidents sur le chemin du travail en concluant auprès d'une société d'assurances agréée ou auprès d'une caisse d'assurances agréée une police d'assurance en fonction du métier concerné, qui lui garantit les mêmes avantages que ceux qui sont mis en charge de l'assureur par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail;
- . conclure un contrat d'assurance en responsabilité civile auprès d'une société d'assurance agréée, couvrant les dommages causés par le bénéficiaire à des tiers à l'employeur;
- . respecter les obligations édictées par le Code sur le bien-être au travail, par le règlement général de protection du travail ou par les conventions collectives de travail applicables à l'employeur, en ce compris la prise en charge des examens médicaux préalables, ainsi que toute modification ultérieure;
- . libérer le bénéficiaire afin qu'il puisse suivre la formation auprès de l'opérateur de formation, aux moments et selon les horaires convenus;
- . payer au bénéficiaire l'intervention financière mensuelle de 350 euros pour l'ensemble de ses prestations, tant en centre de formation qu'auprès de l'employeur;
- . rembourser, sur la base des pièces justificatives, les frais de déplacement du bénéficiaire liés à la mise en œuvre de la formation alternée, tant pour les déplacements vers l'employeur que vers le centre de formation ou tout lieu prévu pour le contrat de formation alternée, selon les dispositions applicables à l'employeur au regard de la convention sectorielle à laquelle il est soumis ou, s'il échet, de la convention collective de travail 19octies;
- . informer le FOREm, dans sa compétence en matière d'emploi, sur l'issue de la formation alternée en termes d'engagement ou non du bénéficiaire.

Le bénéficiaire s'engage à :

- . être présent auprès de l'employeur conformément aux modalités prévues dans le contrat de formation alternée et mettre tout en œuvre pour arriver au terme de celui-ci;
- . agir conformément aux instructions qui lui sont données par l'employeur, via un de ses mandataires ou préposés ou son tuteur;
- . suivre la formation auprès de l'opérateur de formation, conformément aux conditions générales fixées par celui-ci, telle qu'elle a été définie dans son plan de formation et participer aux évaluations formatives et certificatives;
- . compléter les documents administratifs et pédagogiques spécifiques à l'opérateur;
- . communiquer les informations et attestations nécessaires permettant de justifier ses absences éventuelles;
- . prévenir l'employeur, le FOREm dans sa compétence en matière d'emploi, et l'opérateur de formation de toute difficulté liée à l'exécution du contrat de formation alternée;
- . accepter les déplacements éventuels inhérents à l'activité de l'employeur prévus dans le plan de formation;
- . s'abstenir de tout ce qui peut nuire, soit à sa propre sécurité, soit à celle des personnes qui effectuent des prestations à ses côtés, soit à celle de tiers;
- . s'abstenir, tant au cours du contrat de formation alternée qu'après la cessation de celle-ci, de divulguer les secrets de fabrication ou d'affaires ainsi que les secrets de toute affaire à caractère personnel ou confidentiel dont il a eu connaissance en raison de sa présence auprès de l'employeur;
- . restituer en bon état à l'employeur les instruments de travail, les matières premières restées sans emploi et les vêtements de travail qui lui ont été confiés.

L'opérateur de formation s'engage à :

- . dispenser la formation de manière à répondre au plan de formation du bénéficiaire;
- . apporter à l'employeur une assistance dans la mise en œuvre du plan de formation;
- . assurer le suivi administratif et pédagogique de la formation alternée, en veillant au suivi des bénéficiaires par un accompagnateur-formateur;
- . assurer une collaboration efficace entre le bénéficiaire, l'employeur, le tuteur et l'opérateur de formation et est, au besoin, le conciliateur en cas de difficultés rencontrées entre l'employeur et le bénéficiaire, accompagné, au besoin, de son représentant;
- . informer le bénéficiaire sur les conditions des évaluations certificatives;
- . mettre à la disposition, le cas échéant, les services de gestion des plaintes des opérateurs, à destination de l'employeur ou du bénéficiaire, accompagné, au besoin, de leur représentant;
- . gérer, au besoin, les abandons en cours de formation.

Conditions de maintien du contrat, liées au statut du bénéficiaire :

- . Le bénéficiaire, durant l'exécution du contrat de formation alternée, reste inscrit comme demandeur d'emploi inoccupé.
- . Il continue de recevoir des allocations de chômage, des allocations de stage, des allocations d'insertion, ou du revenu d'intégration sociale.

Conditions de suspension et de fin de contrat avant terme :

Le contrat de formation alternée est suspendu moyennant accord de l'accompagnateur-formateur, dans les conditions et formalités des dispositions de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail pour les ouvriers et pour les employés et en vertu des règles fédérales applicables pour ce qui concerne les aspects liés à la sécurité sociale.

En cas de non-respect par l'une des parties de ses obligations, le contrat est suspendu, moyennant accord de l'accompagnateur-formateur, pour une durée fixée afin de permettre au contrevenant de se conformer aux dispositions du présent décret. Lorsque le non-respect de l'obligation est imputable à l'employeur, le bénéficiaire a droit à l'intervention financière calculée sur une période de sept jours calendrier.

Tout cas de suspension de contrat est communiqué immédiatement aux autres parties au contrat. Lorsque l'exécution du contrat est suspendue pendant plus de six mois, le contrat de formation alternée peut prendre fin à la demande de l'une des parties contractantes.

Le contrat de formation alternée prend fin pour les motifs suivants :

- . au terme de la durée fixée dans le contrat de formation alternée;
- . par cas de force majeure lorsque celui-ci rend définitivement impossible l'exécution du contrat;
- . en cas de décès du bénéficiaire, de l'employeur ou du tuteur;
- . de commun accord entre les parties, moyennant consultation préalable de l'accompagnateur-formateur;
- . par la volonté de l'une des parties, notifiée par écrit, en période d'essai, moyennant un préavis de sept jours calendrier et en dehors de la période d'essai, et hors les cas visés au 8° et 9°, moyennant un préavis de quatorze jours calendrier. Le préavis prend effet le lendemain de la notification écrite du préavis. Les parties peuvent également convenir de mettre fin au contrat sans préavis;
- . lorsque l'agrément de l'employeur est retiré;
- . en cas de cessation d'activités ou de faillite, de fusion, de scission, de cession, d'absorption de l'entreprise ou de changement de statut d'employeur, à moins que le contrat de formation alternée ne soit repris dans les mêmes conditions par le nouvel employeur, si celui-ci est également agréé pour la formation alternée et moyennant accord du bénéficiaire;
- . en cas de manquement grave de la part du bénéficiaire ou de l'employeur; lorsque le contrat est résilié pour manquement grave dans le chef du bénéficiaire, les règles en matière de licenciement pour motif grave d'un travailleur sont d'application;
- . lorsque des doutes sérieux surgissent quant au fait que la formation puisse être terminée et lorsqu'il ne semble pas judicieux de la poursuivre; les motifs de la résiliation doivent être notifiés à l'autre partie, par écrit et de façon circonstanciée endéans les trois jours après la résiliation du contrat, et ce à peine de nullité.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202154]

20 MAART 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van het model van overeenkomst inzake alternerende opleiding zoals bepaald bij het decreet van 20 februari 2014 betreffende de alternerende opleiding voor werkzoekenden en tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 20 februari 2014 betreffende de alternerende opleiding voor werkzoekenden en tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien, de artikelen 9 en 10;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

Besluit :

Artikel 1. De overeenkomst inzake alternerende opleiding zoals bedoeld in de artikelen 9 en 10 van het decreet van 20 februari 2014 betreffende de alternerende opleiding voor werkzoekenden en tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien, wordt opgemaakt op grond van het model opgenomen als bijlage bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van het decreet van 20 februari 2014 betreffende de alternerende opleiding voor werkzoekenden en tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien.

Art. 3. De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 maart 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

BIJLAGE

Nr. van de overeenkomst : _____

OVEREENKOMST INZAKE ALTERNERENDE OPLEIDING

Tussen : _____

maatschappelijke zetel : _____

en een inrichtingseenheid in het Franse taalgebied,

KBO-nummer : _____

erkenningnr. voor de alternerende opleiding : _____

geldig vertegenwoordigd door : _____

als : _____

rijksregisternummer : _____

hierna de "werkgever" genoemd,

en

woonachtig te : _____

ingeschreven als werkzoekende

rijksregisternummer : _____

hierna de "begunstigde" genoemd,

en

maatschappelijke zetel : _____

KBO-nummer : _____

geldig vertegenwoordigd door : _____

als : _____

hierna de "opleidingsoperator" genoemd,

en

de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling)

geldig vertegenwoordigd door Mevr. Marie-Kristine VANBOCKESTAL, administratrice-generaal

hierna de "FOREm" genoemd,

wordt overeengekomen wat volgt.

Artikel 1

Met deze overeenkomst kan de begunstigde een alternerende opleiding volgen voor het beroep _____ . Ze wordt beschouwd als een "sui generis" overeenkomst.

Artikel 2

HETZIJ niet als gevolg van een instapstageovereenkomst :

Deze overeenkomst inzake alternerende opleiding wordt gesloten voor een periode van _____ maand(en), tussen _____ en _____. Ze voorziet in een proefperiode van veertien dagen.

HETZIJ als gevolg van een instapstageovereenkomst :

Deze overeenkomst inzake alternerende opleiding wordt gesloten voor een periode van _____ maand(en), tussen _____ en _____. Deze overeenkomst vloeit voort uit de instapstageovereenkomst gesloten op _____. Beide overeenkomsten worden in één opleidingsplan opgenomen.

Artikel 3

De verstrekkingen van de begunstigde worden vastgesteld op uur per week die overeenstemmen met een voltijdse betrekking overeenkomstig de vigerende regeling bij de werkgever.

Ze worden ten belope van ____ % van de opleiding bij de werkgever gevolgd en ten belope van ____ % van de opleiding bij de opleidingsoperator, overeenkomstig het opleidingsreferentieel van het beroep.

Artikel 4

Het opleidingsplan zoals bedoeld in artikel 10, derde lid, van het hierna genoemde decreet met inbegrip van met name de modaliteiten voor de evaluatie van de verworven vaardigheden en goedgekeurd door de contracterende partijen, is opgenomen in bijlage 1 bij deze overeenkomst en maakt er volledig deel van uit.

Het opleidingsplan vermeldt de plaatsen van de activiteiten bij de werkgever en in het opleidingscentrum, de eventuele vrijstellingen en de namen van de voogd aangewezen door de werkgever en van de begeleider-opleider aangewezen door de opleidingsoperator.

Artikel 5

De begunstigde, de werkgever en de opleidingsoperator verbinden zich ertoe hun verplichtingen bedoeld in de artikelen 11, 12 en 15 van hetzelfde decreet en gevoegd bij deze overeenkomst (bijlage 2) na te leven.

De werkgever verbindt zich o.a. tot een maandelijks financiële tegemoetkoming van _____ euro, zowel voor de activiteiten in een centrum als voor de activiteiten bij de werkgever.

De werkgever bevestigt dat hij zijn personeelsbestand in de loop van het jaar vóór de overeenkomst inzake alternerende opleiding niet verminderd heeft om een begunstigde van de alternerende opleiding in dienst te nemen.

De contracterende partijen behandelen uitsluitend de gegevens die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van deze overeenkomst met inachtneming van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer en van hetzelfde decreet

Artikel 6

Deze overeenkomst kan worden opgeschort of eindigen onder de voorwaarden bedoeld in de artikelen 18 en 19 van hetzelfde decreet of wanneer de begunstigde de voorwaarden vermeld in artikel 20, eerste lid, van hetzelfde decreet niet meer vervult. Deze bepalingen zijn opgenomen in bijlage 2 bij deze overeenkomst.

Artikel 7

Deze overeenkomst wordt geregeld bij het decreet van 20 februari 2014 betreffende de alternerende opleiding voor werkzoekenden en tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien, waarvan de partijen verklaren kennis te hebben genomen.

Zo opgesteld te _____ op _____ in vier origineel exemplaren ondertekend door de partijen die hun exemplaar alsook de bijlagen verklaren te hebben ontvangen.

Voor de werkgever,

De begunstigde,

Voor de opleidingsoperator,

Voor de FOREm,

BIJLAGE 1

Nr. van de overeenkomst : _____

ALTERNEREND OPLEIDINGSPLAN
voor het beroep _____

Identificatie Begunstigde (naam en voornaam) : _____

Werkgever (handelsnaam) : _____

Voogd (naam en voornaam) : _____

Opleidingsoperator : _____

Begeleider-opleider (naam en voornaam) : _____

Plaatsen van de activiteiten Bij de werkgever : _____

Bij de opleidingsoperator : _____

Opleidingstraject De planning van de alternerende opleiding bij de opleidingsoperator en bij de werkgever wordt opgemaakt door de begeleider-opleider met inachtneming van het algemeen percentage bepaald in artikel 3 van de overeenkomst inzake alternerende opleiding en op basis van het opleidingsreferentieel. Hij wordt aan de begunstigde en aan de werkgever meegedeeld.

Aan te werven vaardigheden

Ze worden bepaald op basis van het opleidingsreferentieel van de opleidingsoperator, meegedeeld aan de werkgever.

	Bij de werkgever (*)	Bij de operator (*)
Vaardigheid A		
Vaardigheid B		
Vaardigheid C		
Vaardigheid D		
Vaardigheid E		
Vaardigheid ...		

(*) aankruisen of de opleiding zal plaatsvinden bij de werkgever, de operator of beiden

Eventuele vrijstellingen op basis van de reeds verworven vaardigheden Het gaat om een voorafgaande nuttige ervaring, een voorafgaande school- of opleidingstraject.

Deze vrijstellingen worden bepaald t.o.v. het opleidingsreferentieel van de opleidingsoperator.

	Rechtvaardiging
Vaardigheid ...	
Vaardigheid ...	
Vaardigheid ...	

Modaliteiten van de certificatieve evaluaties van de vaardigheden die tijdens de alternerende opleiding aangeworven werden De certificatieve proeven; gebaseerd op gereconstrueerde beroepssituaties, worden vastgelegd als volgt :

Opschrift

Opgesteld in drie exemplaren _____ op _____

De begunstigde

Voor de werkgever

Voor de opleidingsoperator

BIJLAGE 2

VERBINTENISSEN VAN DE PARTIJEN, BEPALINGEN BETREFFENDE HET EINDE VAN DE OVEREENKOMST, BESCHERMING VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER

De werkgever moet :

- . de begunstigde opvangen en zorgen voor zijn integratie in het beroepsmilieu;
- . onder zijn personeel een voogd aanwijzen die belast is met de opvolging, de opleiding en de begeleiding van de begunstigde tijdens zijn aanwezigheid bij de werkgever;
- . de begunstigde enkel taken in overeenstemming met zijn overeenkomst inzake alternerende opleiding en in verband met zijn opleidingsprogramma toevertrouwen en hem voorbereiden op het aanleren van een beroep, met name door het ter beschikking stellen van de pedagogische en technische opvolging, van het gereedschap, rekening houdend met de gewone slijtage ervan, de individuele beschermingsuitrustingen en de stoffen die nodig zijn voor het aanleren van het beroep en voor de opleiding;
- . gedurende de uitvoering van de overeenkomst inzake alternerende opleiding door bemiddeling van de begeleider-opleider samenwerken met de « FOREM » en de opleidingsoperator;
- . een DIMONA-aangifte doen bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid als hij aan die verplichting onderworpen is;
- . de begunstigde voor de gezamenlijke termijn van uitvoering van de overeenkomst verzekeren tegen arbeidsongevallen en ongevallen op de weg van en naar het werk door, naar gelang van het betrokken beroep, een verzekeringspolis te sluiten bij een erkende verzekeringsmaatschappij of een erkende verzekeringskas die hem dezelfde voordelen biedt als die welke ten laste van de verzekeraar gelegd worden bij de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen;
- . een verzekeringsovereenkomst "burgerlijke aansprakelijkheid" sluiten bij een erkende verzekeringsmaatschappij ter dekking van de schade die door de begunstigde berokkend wordt aan derden en aan de werkgever bij wie hij een opleiding volgt;
- . voldoen aan de verplichtingen uitgevaardigd bij de Codex over het welzijn op het werk, bij het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming of de collectieve arbeidsovereenkomsten die toepasselijk zijn op de werkgever, met inbegrip van de tenlasteneming van de voorafgaande medische onderzoeken, alsook aan elke latere wijziging;
- . de begunstigde vrijstellen op de ogenblikken en uren zoals overeengekomen om hem aan de opleiding bij de opleidingsoperator te kunnen laten deelnemen;
- . de maandelijkse financiële tegemoetkoming van 350 euro aan de begunstigde betalen voor het geheel van zijn verstrekkingen, zowel in het opleidingscentrum als bij de werkgever;

. de reiskosten van de begunstigde i.v.m. de uitvoering van de alternerende opleiding op basis van bewijsstukken terugbetalen, zowel voor de verplaatsingen naar de werkgever als voor die naar het opleidingscentrum of elke plaats voorzien voor de overeenkomst inzake alternerende opleiding, met inachtneming van de bepalingen die toepasselijk zijn op de werkgever krachtens de sectorale overeenkomst waaraan hij onderworpen is of, in voorkomend geval, de collectieve arbeidsovereenkomst 19octies;

. de « FOREm », in zijn bevoegdheid voor tewerkstelling, na afloop van de alternerende opleiding laten weten of de begunstigde al dan niet in dienst genomen wordt.

De begunstigde moet :

. bij de werkgever aanwezig zijn volgens de modaliteiten waarin de overeenkomst inzake alternerende opleiding voorziet en alles in het werk stellen om de overeenkomst te beëindigen;

. handelen naar de richtlijnen die hem door de werkgever gegeven worden, via één van zijn gevolmachtigden of aangestelden of zijn voogd;

. de opleiding bij de opleidingsoperator volgen overeenkomstig de door hem gestelde algemene voorwaarden en zoals ze omschreven wordt in zijn opleidingsplan, alsook aan de formatieve en certificatieve evaluaties deelnemen;

. de voor elke operateur specifieke administratieve en pedagogische documenten invullen;

. de nodige gegevens en attesten overleggen ter rechtvaardiging van eventuele afwezigheden;

. de werkgever, de « FOREm », in zijn bevoegdheid voor tewerkstelling, en de opleidingsoperator kennis geven van elke moeilijkheid i.v.m. de uitvoering van de overeenkomst inzake alternerende opleiding;

. bereid zijn om in het kader van de activiteit van de werkgever eventuele verplaatsingen te ondernemen waarin het opleidingsplan voorziet;

. zich onthouden van alles wat schade zou kunnen berokkenen, hetzij aan zijn eigen veiligheid of aan die van de personen die hem bijstaan, hetzij aan derden;

. zich onthouden, zowel tijdens de overeenkomst inzake alternerende opleiding als erna, van de onthulling van fabricage- of zakengeheimen alsook van de geheimen van elke zaak met een persoonlijk of vertrouwelijk karakter waarvan hij kennis zou hebben vanwege zijn aanwezigheid bij de werkgever;

. de hem toevertrouwde werkinstrumenten, ongebruikte grondstoffen en werkkledij in goede staat aan de werkgever teruggeven.

De opleidingsoperator moet :

. de opleiding geven zodat voldaan wordt aan het opleidingsplan van de begunstigde;

. de werkgever bijstand verlenen bij het opmaken van het opleidingsplan;

. de administratieve en pedagogische monitoring van de alternerende opleiding waarnemen, door ervoor te zorgen dat de begunstigden door een begeleider-opleider gevolgd worden;

. zorgen voor een efficiënte samenwerking tussen de begunstigde, de werkgever, de voogd en de opleidingsoperator en desnoods optreden als bemiddelaar in geval van problemen tussen de werkgever en de begunstigde, desnoods begeleid door hun vertegenwoordiger;

. de begunstigde kennis geven van de voorwaarden betreffende de certificatieve evaluaties;

. desgevallend de klachtenbehandelingsdiensten van de operatoren ter beschikking stellen van de werkgever of de begunstigde, desnoods begeleid door hun vertegenwoordiger;

. desnoods opgaven in de loop van de opleiding beheren;

Voorwaarden voor het behoud van de overeenkomst i.v.m. het statuut van de begunstigde :

. Tijdens de uitvoering van de overeenkomst inzake alternerende opleiding blijft de begunstigde ingeschreven als niet tewerkgestelde werkzoekende

. Hij behoudt het recht op werkloosheids-, stage- en inschakelingsuitkeringen alsook op het leefloon.

Voorwaarden voor de opschorting en de voortijdige opzegging van de overeenkomst

De overeenkomst inzake alternerende opleiding wordt met de instemming van de begeleider-opleider opgeschort onder de voorwaarden en volgens de formaliteiten bedoeld in de bepalingen van de wet van 03 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten voor de arbeiders en de bedienden en krachtens de federale regels die toepasselijk zijn wat betreft de aspecten i.v.m. de sociale zekerheid.

Als de verplichtingen niet nagekomen worden door één van de partijen, wordt de overeenkomst met de instemming van de begeleider-opleider voor een bepaalde duur opgeschort opdat de overtreder zich naar de bepalingen van dit decreet kan richten. Als de niet-nakoming van de verplichting aan de werkgever toe te schrijven is, heeft de begunstigde recht op een financiële tegemoetkoming die over een periode van zeven kalenderdagen berekend wordt.

Elk opschortingsgeval wordt onmiddellijk meegedeeld aan de andere partijen die de overeenkomst ondertekend hebben. Als de uitvoering van de overeenkomst langer dan zes maanden opgeschort wordt, kan de overeenkomst inzake alternerende opleiding eindigen op verzoek van één van de partijen die de overeenkomst ondertekend hebben.

De overeenkomst inzake alternerende opleiding eindigt :

. na afloop van de duur die erin vastligt;

. in geval van overmacht als de uitvoering van de overeenkomst definitief onmogelijk gemaakt wordt;

. bij overlijden van de begunstigde, de werkgever of de voogd;

. in onderlinge overeenstemming tussen de partijen, na voorafgaande adviesverlening door de begeleider-opleider;

. gedurende de proefperiode, door de schriftelijk betekende wil van één van de partijen, mits opzeg van zeven kalenderdagen en buiten de proefperiode, mits opzeg van veertien kalenderdagen, met uitzondering van de gevallen bedoeld onder 8° en 9°. De opzeg gaat in op de dag die volgt op de schriftelijke kennisgeving ervan. De partijen kunnen ook overeenkomen om een einde aan de overeenkomst te maken zonder opzeg;

. als de erkenning van de werkgever ingetrokken wordt;

. in geval van stopzetting van activiteiten of van faillissement, fusie, splitsing, overdracht, overname van de onderneming of van verandering van werkgeversstatuut, tenzij de overeenkomst inzake alternerende opleiding onder dezelfde voorwaarden overgenomen wordt door de nieuwe werkgever, indien hij ook erkend wordt voor de alternerende opleiding en mits instemming van de begunstigde;

. in geval van ernstige tekortkoming van de begunstigde of de werkgever; als de overeenkomst opgezegd wordt wegens ernstige tekortkoming van de begunstigde, zijn de regels inzake ontslag wegens ernstige tekortkoming van toepassing;

. als ernstige twijfels rijzen omtrent het feit dat de opleiding beëindigd kan worden en het niet verstandig lijkt om ze voort te zetten; de opzeggingsredenen moeten schriftelijk en uitvoerig aan de andere partij meegegeed worden binnen drie dagen na de opzeg van de overeenkomst, op straffe van nietigverklaring.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202158]

27 MARS 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 23 janvier 2014 relatif à la reconnaissance d'un réseau de lutte contre la pauvreté en Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 23 janvier 2014 relatif à la reconnaissance d'un réseau de lutte contre la pauvreté en Wallonie;

Vu l'avis du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 9 septembre 2013;

Vu l'avis de la Commission wallonne de l'Action Sociale et de la santé, donné le 10 septembre 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 février 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 février 2014;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 12 mars 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre-Président, du Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, du Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports, du Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles, du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville, de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances, du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité et du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Le présent arrêté tend à exécuter les dispositions du décret du 23 janvier 2014 relatif à la reconnaissance d'un réseau de lutte contre la pauvreté en Wallonie.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o décret : le décret du 23 janvier 2014 relatif à la reconnaissance d'un réseau de lutte contre la pauvreté en Wallonie;

2^o DGO5 : la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé;

3^o DiCS : la Direction interdépartementale de la Cohésion sociale du Secrétariat général du Service public de Wallonie.

Art. 3. Pour remplir la condition édictée à l'article 5, 7^o, du décret, le réseau dispose d'une équipe composée d'au moins :

1^o une personne chargée du secrétariat général du réseau;

2^o une personne chargée du secrétariat et de la gestion administrative;

3^o trois agents de développement de projets;

4^o une personne chargée de la communication.

Art. 4. Le jury visé à l'article 6, alinéa 4, du décret est composé des membres suivants :

- un représentant de la Fédération des C.P.A.S.;

- un représentant de la Fédération des Centres de service social;

- un représentant de la DGO5;

- un représentant de la DiCS, qui assure le secrétariat;

- un représentant du Cabinet du Ministre-Président, qui assure la présidence.

Art. 5. § 1^{er}. La procédure de suspension et de retrait de la reconnaissance visée à l'article 7, § 1^{er}, 1^o et 2^o, du décret est la suivante.

Lorsque les conditions prévues aux articles 5 et 8 du décret ne sont pas respectées, le Gouvernement peut décider de suspendre la reconnaissance du réseau.

Le Gouvernement notifie son projet de décision au réseau par envoi recommandé. Dans un délai de quinze jours à partir de la réception de l'envoi recommandé, le réseau est convoqué par le service visé à l'article 12 du décret afin de faire valoir ses arguments.

Au terme de cette audition consignée dans un procès-verbal, le Gouvernement décide dans les trente jours s'il suspend ou non la reconnaissance du réseau et ce, pour une durée de trois mois, renouvelable une fois en cas de constat de non mise en conformité du réseau.

Toutefois, si au cours de la période de suspension le réseau se met en conformité, cette suspension cesse de produire ses effets.

§ 2. Au terme de la période de suspension renouvelée, le Gouvernement peut retirer la reconnaissance du réseau si celui-ci reste en défaut de se conformer aux dispositions prévues aux articles 5 et 8 du décret.

Le Gouvernement formule une proposition de retrait de la reconnaissance du réseau dans les trente jours à dater de l'expiration du délai de suspension.

Le Gouvernement notifie son projet de décision au réseau par envoi recommandé. Dans un délai de quinze jours à partir de la réception de l'envoi recommandé, le réseau est convoqué par le service visé à l'article 12 du décret afin de faire valoir ses arguments.

Au terme de cette audition consignée dans un procès-verbal, le Gouvernement décide, dans les trente jours, s'il retire ou non la reconnaissance du réseau et notifie sa décision au réseau.